Cuba exige la restitution du territoire de la base de Guantanamo occupé par les États-Unis



Firma el presidente Tomás Estrada Palma el co el cual EE.UU establece la Base Naval de La Havane, 16 fév (RHC) Le Secrétaire de l'Organisation du Parti Communiste de Cuba, Roberto Morales Ojeda, a exigé dimanche la restitution à son pays du territoire illégalement occupé par la base navale américaine de Guantanamo.

Le leader politique l'a ratifié dans son compte-rendu du X à l'occasion du 122e anniversaire de la signature par le président Tomás Estrada Palma, « conformément au fallacieux amendement Platt imposé à Cuba, de la cession aux États-Unis d'une partie de Caimanera pour une base navale ».

Le 16 février 1903, les présidents de Cuba, Tomás Estrada Palma, et des États-Unis, Theodore Roosevelt, ont signé un accord par lequel la portion de terre située dans la province orientale de Guantánamo était cédée « pour le temps nécessaire et aux fins d'une station navale et charbonnière ».

Cet accord avait pour antécédent l'amendement Platt, imposé aux Cubains dans leur première Constitution républicaine pendant l'occupation militaire américaine.

La signature a eu lieu sous la menace d'une intervention militaire américaine sur l'île, que les experts considèrent comme illégale à la lumière de la déclaration des Nations unies sur la coercition militaire, politique ou économique dans la conclusion des traités.

En outre, elle accorde à Washington une juridiction totale sur les terres louées, ce qui viole le principe de l'intégrité territoriale inscrit dans les constitutions cubaines de 1901 à aujourd'hui.

L'île des Caraïbes a récemment condamné la décision des États-Unis d'utiliser la base navale de Guantánamo pour incarcérer des dizaines de milliers de migrants expulsés de force (Source : Prensa Latina).

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/376723-cuba-exige-la-restitution-du-territoire-de-la-base-de-guantanamo-occupe-par-les-etats-unis



Radio Habana Cuba